

CASTEX, PORTRAIT CHINOIS

Jean-Philippe Derosier

07/07/2020

Dans sa contribution d'une série réalisée en partenariat avec L'Hétairie, le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille et auteur du blog La Constitution décodée, revient sur le choix du nouveau Premier ministre et de l'équipe gouvernementale formée autour de lui.

Un homme. De l'ombre. Des territoires. De la droite. De Sarkozy.

Tout est dit en ces quelques mots de présentation de Jean Castex, nouveau Premier ministre. Ou presque. Reprenons, détaillons et développons.

Un homme. Alors que les rumeurs planaient sur la nomination d'une femme à Matignon – et, notamment, de Florence Parly, femme issue de la gauche et actuelle ministre des Armées –, c'est bien un homme qui y est une nouvelle fois nommé. L'ouverture à la parité à ce niveau n'a pas encore sonné et François Mitterrand restera, au moins pour quelques années encore, le seul président de la République à avoir nommé une femme Premier ministre.

De l'ombre. Jean Castex n'est pas une figure politique de premier plan. Énarque (affecté à la Cour des comptes), ancien secrétaire général adjoint de la présidence de la République (comme Emmanuel Macron), « homme du déconfinement », il est une cheville administrative de l'État. Cela n'enlève rien au personnage et certainement pas un sens politique dont il est certainement doté, peut-être même davantage que le président qu'il est appelé à servir.

Solidification du centre et, en même temps, séduction de la droite est la nouvelle forme d'équilibrisme

Mais cela en dit long sur la stratégie de cette nomination : aujourd'hui, il doit tout à Emmanuel Macron et n'a aucune autre légitimité que la confiance que ce dernier lui témoigne. C'est dire s'il lui est redevable et qu'il n'aura d'autre mission que de le servir et, surtout, le valoriser.

Ici, rien de nouveau : c'est l'application de ce que l'on appelle dans le jargon des constitutionnalistes le « théorème Carcassonne ». Il veut qu'au cours d'un quinquennat – et, autrefois, d'un septennat –,

on connaisse le nom du premier Premier ministre, mais pas sa durée dans la fonction, car il s'impose au président à la victoire duquel il a participé, mais seulement tant que ce dernier le veut bien. En revanche, on ne connaît pas le nom mais bien la durée du second Premier ministre, car il est une surprise présidentielle appelée à rester, sauf incident, jusqu'à la fin du mandat.

Des territoires. Il aurait été difficile, à l'heure où la confiance ne règne pas avec les maires et à l'aube d'une nouvelle phase de décentralisation, de ne pas remplacer un maire par un maire. Mais, cette fois, c'est un maire qui n'a jamais eu de mandat national, notamment législatif (ce n'est pas faute d'avoir essayé), et qui est élu d'une ville de 6500 habitants, loin des 170 000 du Havre. Un maire qui est donc profondément et exclusivement attaché à son territoire, sur le plan politique.

Le signal est fort, mais, surtout, l'espoir est grand : par cette nomination, Emmanuel Macron espère avoir trouvé quelqu'un qui saura être à l'écoute des territoires et de leurs attentes, mieux encore qu'Édouard Philippe.

De droite. La gauche est oubliée ou, plutôt, la gauche n'a plus lieu d'être, dans ce gouvernement et dans la majorité : sa place est dans l'opposition et c'est mieux ainsi. Cette nomination acte ainsi probablement, après la défaite des municipales, l'abandon de l'équilibre « et de droite et de gauche », pour laisser place à une nouvelle forme d'équilibrisme et de « en même temps » : solidification du centre et, en même temps, séduction de la droite. Le président de la République assume ainsi l'orientation politique qu'il mène depuis 2017 et abandonne l'espoir de fidéliser l'électorat qui l'a porté à l'Élysée.

De Sarkozy. Au-delà de séduire la droite, il s'agit de s'immiscer dans toute la droite et de profiter des réseaux des uns et des autres, de François Bayrou à Nicolas Sarkozy, en passant par Alain Juppé. La composition du gouvernement le confirme, d'ailleurs, avec la promotion de Gérald Darmanin à l'Intérieur et le retour de Roselyne Bachelot : une orientation à droite, que l'entrée de Barbara Pompili ne permet certainement pas de rééquilibrer.

Une double interrogation, toutefois, demeure : pourquoi et comment Édouard Philippe est-il parti ? Sa popularité était éclatante, son bilan, à ce jour, ressort positif, surtout après la crise sanitaire.

Difficile, à ce stade, d'avoir des certitudes, mais quelques hypothèses peuvent déjà éclairer. D'une part, s'il sera dissipé un jour, le doute persiste encore sur la nature du départ d'Édouard Philippe : spontané ou provoqué ? Il paraît certes provoqué, comme à l'accoutumée, mais Philippe avait aussi de nombreuses bonnes raisons de partir : bon bilan, large victoire chez lui, trois ans de fonction et... pourquoi pas, la préparation de prochaines échéances. Tout le monde y pense,

nécessairement, même ceux qui se rasent moins souvent que d'autres.

Cependant, Emmanuel Macron avait aussi de nombreuses bonnes raisons de le remercier. Il commençait à lui faire de l'ombre, même si ce n'est peut-être pas la raison principale, car il aurait pu profiter de sa bonne popularité, qui aurait pu irriguer tout l'exécutif.

En revanche, le président de la République souhaite marquer une relance de son quinquennat, une nouvelle étape après les municipales, avant les régionales et départementales et alors qu'il se prépare aux échéances de 2022. Pas une nouvelle politique, mais bien une nouvelle étape : et, pour cela, le choix d'une nouvelle équipe s'imposait.

Ce sera totalement son équipe, pilotée par un chef qui lui doit tout.